

ÉGYPTE

Quatre morts dans un attentat visant un bus de touristes sud-coréens

Au moins quatre personnes ont été tuées hier dans l'explosion d'une bombe dans un autobus transportant des touristes sud-coréens près de la station balnéaire de Taba, dans le Sinaï égyptien, sur la frontière avec Israël, selon le ministère de la Santé.

L'attentat, qui n'a pas encore été revendiqué, a également fait 14 blessés. Le chauffeur égyptien figure parmi les morts, a annoncé le ministère de l'Intérieur, en ajoutant que le véhicule transportait des «touristes coréens» mais sans donner de précision sur les autres victimes.

Ce drame survient en pleine vague d'attentats qui ne visaient jusqu'alors que les forces de l'ordre en Égypte, depuis que l'armée a destitué et arrêté le président islamiste Mohamed Morsi début juillet.

Ces attentats ont été, pour la plupart, revendiqués par Ansar Beit al-Maqdess, un groupe jiha-

diste basé dans le Sinaï, disant s'inspirer d'Al-Qaïda et assurant agir en représailles à la répression sanglante menée par le nouveau pouvoir contre les partisans de M. Morsi.

Des images de la télévision nationale montraient le haut de l'autocar jaune dévasté par la déflagration et l'incendie qui a suivi. La bombe a explosé à l'avant du véhicule, selon le ministère de l'Intérieur.

Le bus a été frappé alors que le chauffeur attendait au passage frontalier de Taba, a ajouté le ministère dans un communiqué, sans préciser dans quel sens les touristes franchissaient la frontière entre Israël et l'Égypte.



Photos : DR

Le porte-parole du ministère de la Santé, Ahmed Kamel, a précisé à l'AFP qu'il était impossible de reconnaître les corps.

Les attentats visant la police et l'armée se sont multipliés depuis l'éviction de M. Morsi le 3 juillet, mais aucun n'avait visé des étrangers, dans ce pays dont l'économie dépend fortement du tourisme.

La dernière attaque contre des touristes remonte à février 2009 quand une Française a été tuée par l'explosion d'une grenade en bordure du souk de Khan el-Khalili, au cœur du Caire historique. Il s'agissait alors de la première attaque terroriste contre des Occidentaux en Égypte depuis 2006.

Mais entre 2004 et 2006, nombre d'Égyptiens et de touristes étrangers avaient péri dans des attentats dans les stations balnéaires du Sinaï.

LIBYE

Consensus au Parlement pour la tenue d'élections anticipées

Le Parlement libyen est parvenu à un consensus sur des élections anticipées pour désigner de nouvelles autorités de transition, renonçant ainsi, sous la pression de la rue, à prolonger son mandat censé s'achever le 7 février, ont annoncé hier des députés.

«Les blocs politiques sont unanimes sur la tenue d'élections anticipées», a déclaré à l'AFP Abdallah al-Gmati, qui fait partie d'un bloc d'une quinzaine de députés indépendants au Congrès général national (CGN, Parlement), la plus haute autorité

politique en Libye. Des discussions sont toujours en cours sur les institutions qui devraient remplacer le Congrès : soit un nouveau Congrès, soit un Parlement et un président. Deuxième force au CGN, le Parti pour la justice et la construction (PJC), issu des Frères musulmans libyens, avait déjà appelé jeudi à des élections anticipées.

Le Congrès avait décidé de prolonger son mandat jusqu'en décembre 2014, malgré l'opposition d'une grande partie de la population, qui critique son incapacité à rétablir l'ordre et à mettre fin à l'anarchie.

Le Congrès avait adopté une

«feuille de route» prévoyant des élections générales en fin d'année si la Commission constitutionnelle arrivait à adopter un projet de Loi fondamentale dans un délai de quatre mois après son élection, prévue le 20 février.

Si la Constituante ne tenait pas le délai, le CGN devait appeler à des élections présidentielles et législatives en vue d'une nouvelle période de transition de 18 mois. Après avoir appuyé cette feuille de route, le PJC a finalement appelé à passer «directement à des élections».

Leurs rivaux de l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale)



Le Parlement libyen.

s'étaient pour leur part opposés dès le départ à une prolongation du mandat du CGN. Une de leurs députés, Souad Soltan, a expliqué hier que l'AFN réclamait depuis des mois la dissolution de

l'Assemblée. Le CGN compte près de 200 membres élus en juillet 2012, lors des premières élections libres du pays après plus de 40 ans de dictature sous Mouammar Kadhafi.

SAHARA OCCIDENTAL

Plus de 70 Sahraouis blessés dans des manifestations à El-Ayoun

Plus de 70 personnes dont des femmes, des personnes âgées et des mineurs ont été grièvement blessées à El-Ayoun par les forces marocaines, lors d'une manifestation organisée samedi par des Sahraouis qui réclamaient leur droit à l'autodétermination.

Des manifestants pacifiques sahraouis ont été blessés durant l'intervention «brutale» des forces marocaines pour les disperser, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Ils (manifestants) réclamaient leur droit à l'autodétermination et également l'élargissement des prérogatives de la Minurso (Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum) à la protection et la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental. Selon un premier bilan rendu public par le ministère des Territoires occupés et des Communautés sahraouies éta-

blies à l'étranger, le nombre de blessés a dépassé 70 et plusieurs maisons (dont le nombre n'est pas encore définitif) ont été saccagées. Les forces d'occupation marocaines ont assiégé la ville d'El-Ayoun occupée, afin d'empêcher d'éventuelles manifestations en faveur de l'indépendance du Sahara occidental, a souligné SPS. Par ailleurs, dans les villes occupées de Smara, Boujdour et Dakhla des manifestations similaires ont été organisées dans le cadre de la campagne nationale et internationale pour l'élargissement du mandat de la Minurso à la protection et la



surveillance des droits humains au Sahara occidental, a-t-on précisé de même source. Pour rappel, le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, avait affirmé mercredi que les scènes de violence à l'encontre des citoyennes sahraouies sans défense «traduisent l'entêtement des autorités d'occupation marocaines à poursuivre leur violation

des droits de l'Homme au Sahara occidental».

L'Uruguay revendique la surveillance des droits de l'Homme par la Minurso

Le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, Luis Almagro, a demandé de doter la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occi-

dental (Minurso) d'une composante pour surveiller les droits de l'homme, a rapporté dimanche l'agence de presse sahraouie (SPS). A l'issue d'une réunion à Montevideo avec l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Cheibani Abbas, au siège du ministère des Affaires étrangères, M. Almagro a regretté que la Minurso demeure la seule mission de paix dans le monde sans composante de surveillance et de rapports sur la situation des droits de l'Homme, à l'instar des autres missions onusiennes.

Il a également réitéré la position ferme de son pays en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, déplorant les violations marocaines des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés.